

## Recherche et développement dans les colonies portugaises d'Afrique

### L'impulsion de la coopération scientifique interimpériale (1950-1962)

Cláudia Castelo

Citer cet article : Castelo Cláudia (2022), « Recherche et développement dans les colonies portugaises d'Afrique : l'impulsion de la coopération scientifique interimpériale (1950-1962) », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, n° 3, 35-48, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/03castelo>

Mise en ligne : avril 2022

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2022.0303>

#### Résumé

Cet article analyse l'impact de la collaboration entre les puissances coloniales présentes en Afrique australe sur le champ scientifique portugais. Selon nous, depuis 1950, la participation portugaise à la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (CCTA) et à son organe consultatif, le Conseil scientifique africain (CSA), a été décisive dans l'évolution de la politique scientifique pour les colonies portugaises. D'une part, cette participation a conduit à la création de plusieurs organismes de recherche et à la formation de spécialistes, d'autre part, elle accélère l'institutionnalisation des instituts de recherche scientifique en Angola et au Mozambique et, enfin, elle ouvre de nouvelles opportunités d'emploi aux scientifiques et techniciens de la métropole et des territoires coloniaux. La coopération transimpériale fut, dans le cas portugais, un mécanisme pour induire rapidement l'expansion et le renforcement de la communauté scientifique nationale, confrontée à ses propres faiblesses et contraintes, avec des effets au-delà du départ du Portugal de la CCTA en 1962.

**Mots-clés :** Afrique ; coopération interimpériale ; empire colonial portugais ; développement ; science

#### *Research and Development in the Portuguese Colonies of Africa. The Impulse of the Interimperial Scientific Cooperation (1950-1962)*

#### Abstract

The article analyses the impact of the collaboration between the colonial powers present in Southern Africa on the Portuguese scientific field. I argue that, since 1950, Portugal's participation in the Commission for Technical Cooperation in Africa South of the Sahara (CCTA) and in its advisory body, the African Scientific Council (CSA), was decisive in the evolution of the scientific policy for the Portuguese colonies, lead to the creation of several research organizations and the training of specialists, accelerated the institutionalization of scientific research institutes in Angola and Mozambique and opened up new employment opportunities for scientists and technicians in the metropole and colonial territories. Trans-imperial cooperation was, in the Portuguese case, a mechanism to rapidly induce the expansion and strengthening of the national scientific community, confronted with its own weaknesses and constraints, with effects beyond Portugal's departure from the CCTA in 1962.

**Keywords:** Africa; development; inter-imperial cooperation; Portuguese colonial empire; science



L' historiographie sur l'impérialisme a traditionnellement présenté la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle comme une époque de compétition entre les puissances européennes impliquées dans le partage de l'Afrique<sup>1</sup>. Cependant, des échanges de savoirs et de connaissances entre les empires, alimentés par des acteurs privés, étaient largement pratiqués, au moins depuis les années 1870<sup>2</sup>. De nombreuses recherches ont montré que le personnel des différentes administrations coloniales collaborait dans les secteurs de la médecine tropicale et de la santé publique ainsi que dans le domaine de la conservation de la nature et du développement forestier et agricole<sup>3</sup>. Dans le cadre de l'*African Research Survey* (1929-1938), financée par la fondation nord-américaine Carnegie, lord Malcolm Hailey a ensuite mené des enquêtes sur les méthodes de recherche scientifique utilisées par les administrations britanniques, françaises, belges et portugaises dans leurs colonies subsahariennes. Il signala notamment que les naturalistes et les techniciens agricoles, parmi d'autres spécialistes et institutions, coopéraient activement<sup>4</sup>. Les comparaisons et les emprunts entre les empires, « gouvernés par des hiérarchies ou des économies de prestige<sup>5</sup> », étaient donc un élément essentiel de l'interaction entre « internationalisme » et « impérialisme » et n'étaient pas des stratégies exclusives ou contradictoires<sup>6</sup>.

Après la Seconde Guerre mondiale, face à la vague décolonisatrice en Asie et à la pression internationale croissante en faveur de l'autodétermination des territoires non autonomes, un nouveau cycle de coopération technique et scientifique débuta en Afrique subsaharienne. Celui-ci a été impulsé directement par les puissances coloniales européennes présentes dans la région, conscientes qu'elles faisaient face à des problèmes communs, tant sur le plan technique que vis-à-vis de la communauté internationale. Ce changement dans la nature, les objectifs et l'échelle de la coopération technique et scientifique interimpériale doit être analysé dans le cadre du « tournant technocratique » de l'après-guerre<sup>7</sup>. À l'instar des politiques étatiques de développement, la coopération régionale avait en effet comme ambition de renforcer et de légitimer les empires qui étaient alors sous observation internationale, ainsi que de contribuer à améliorer le niveau de vie des colonisés<sup>8</sup>. Elle se déploya donc de manière parallèle, mais aussi en interaction constante avec le processus d'internationalisation des discours et des pratiques liés au « développement », une notion généralement associée au programme d'assistance technique lancé par le président nord-américain Harry S. Truman, aux activités de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de ses agences spécialisées et, plus généralement, à la période de la guerre froide<sup>9</sup>.

C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire la création, en 1950, de la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (CCTA) et de son pendant scientifique, le Conseil scientifique pour l'Afrique au sud du Sahara (CSA). Ces nouveaux organismes furent mis en place par les quatre puissances coloniales européennes présentes dans la région (Belgique, France, Portugal et Royaume-Uni), auxquelles s'ajoutèrent la Rhodésie du Sud (à partir de 1953, fédération de la Rhodésie et du Nyassaland) et l'Union de l'Afrique du Sud. Destinés à assurer la coopération technique entre les pays membres, ils avaient aussi

<sup>1</sup> Barth Volker et Czetowski Roland (2015), « Introduction. Encounters of Empires: Methodological Approaches », in V. Barth et R. Cvetkovski (dir.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930: Empires and Encounters*, Londres, Bloomsbury Academic, p. 3.

<sup>2</sup> Lindner Ulrike (2015), « New Forms of Knowledge Exchange Between Imperial Powers: The Development of the Institute Colonial International (ICI) Since the End of the Nineteenth Century », in V. Barth et R. Cvetkovski (dir.), *Imperial Co-operation...*, *op. cit.*, pp. 57-78 ; Wagner Florian (2015), « Private Colonialism and International Co-operation in Europe, 1870-1914 », in V. Barth et R. Cvetkovski (dir.), *Imperial Co-operation...*, *op. cit.*, pp. 79-104.

<sup>3</sup> MacKenzie John M. (2015), « European Imperialism: A Zone of Co-operation Rather than Competition? », in V. Barth et R. Cvetkovski (dir.), *Imperial Co-operation...*, *op. cit.*, pp. 42-43.

<sup>4</sup> MacKenzie J., « European Imperialism », art. cité, p. 46.

<sup>5</sup> Coghe Samuël (2015), « Inter-Imperial Learning and African Health Care in Portuguese Angola in the Interwar Period », *Social History of Medicine*, 28(1), p. 154.

<sup>6</sup> Sur les interconnexions entre internationalisme et impérialisme, voir Jerónimo Miguel Bandeira et Monteiro José Pedro (dir.) (2017), *Internationalism, Imperialism and the Formation of the Contemporary World*, Londres, Palgrave Macmillan.

<sup>7</sup> Clarke Sabine (2007), « A Technocratic Imperial State? The Colonial Office and Scientific Research, 1940-1960 », *Twentieth Century British History*, 18(4), p. 480.

<sup>8</sup> Cooper Frederick (1997), « Modernizing Bureaucrats, Backward Africans, and the Development Concept », in F. Cooper et R. Packard (dir.), *International Development and the Social Sciences*, Berkeley, University of California Press, p. 64.

<sup>9</sup> Sur la généalogie coloniale des concepts et des pratiques du développement en Afrique, voir Hodge Joseph M., Hödl Gerald, et Kopf Martina (dir.) (2014), *Developing Africa: Concepts and Practices in Twentieth-Century Colonialism*, Manchester, Manchester University Press. Sur l'internationalisation du développement dans l'après-Seconde Guerre mondiale, voir Cooper F. et Randall P. (dir.), *International Development...*, *op. cit.* ; et Unger Corinna R. (2018), *International Development: A Postwar History*, Londres, Bloomsbury Academic.

comme dessein politique sous-jacent d'empêcher l'ingérence directe de l'ONU – et de son agenda anticolonialiste – dans les territoires d'Afrique subsaharienne.

Fondé sur des documents archivistiques de la CCTA/CSA, du Conseil des missions géographiques et recherches coloniales/d'outre-mer (*Junta das Missões Geográficas e Investigações Coloniais/do Ultramar* – JIC/JIU) et du ministère portugais des Affaires étrangères, cet article étudie l'impact de cette collaboration interimpériale sur le champ scientifique colonial portugais<sup>10</sup>. Pour cela, il dresse tout d'abord un bilan de l'activité technique et scientifique de la CCTA, questionnant de manière critique les interprétations déjà avancées par l'historiographie. Il examine ensuite ses manifestations et répercussions dans les territoires portugais en Afrique ainsi qu'en métropole.

## Réévaluer le bilan de la CCTA

Les principaux épisodes de l'histoire institutionnelle de la CCTA sont bien connus et ne seront pas développés ici : ils incluent une phase de préparation, sa création en 1950, sa formalisation en tant qu'organisme intergouvernemental en 1954, son processus d'« africanisation » et, enfin, son intégration dans l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1965<sup>11</sup>. Dans son essai de bilan sur les quinze ans d'histoire de la CCTA, l'historienne Isabel Gruhn a relativisé l'importance de cette organisation, estimant qu'il s'agissait d'un organisme de nature technique n'ayant aucune prétention à propulser une véritable intégration africaine<sup>12</sup>. John Kent s'est aussi penché sur l'établissement et le développement de la CCTA jusqu'en 1956, analysant notamment les rapports entre les gouvernements français et britannique et le rôle de cette institution pour empêcher, ou du moins contrôler, l'intervention des organisations internationales en Afrique<sup>13</sup>. Il la considère aussi comme une organisation aux faibles résultats et dont les objectifs politiques ont échoué. Quant au CSA, créé à la suite de la Conférence scientifique africaine de Johannesburg (1949) et agissant comme une sorte de conseiller scientifique de la CCTA, il a souvent été présenté comme l'un des héritages de l'*African Survey*, mais les historiens ne lui ont pas accordé une attention très particulière jusqu'à très récemment<sup>14</sup>. Pour combler cette lacune, Damiano Matasci vient de lui consacrer un article centré sur la trajectoire du biologiste britannique Edgar Barton Worthington, son premier secrétaire général entre 1950 et janvier 1955. Il conclut que le développement d'activités « interafricaines » a été lent, a uniquement impliqué une petite élite de scientifiques européens et n'a pas nécessairement produit des résultats concrets sur le terrain<sup>15</sup>.

Nous estimons que l'idée selon laquelle la CCTA et le CSA n'ont pas eu de « succès » dans la poursuite de leurs objectifs doit être réévaluée. Tout d'abord, parce que la conception, la mise en place et l'accomplissement des projets collaboratifs de recherche et de développement ont pris beaucoup de temps. Les résultats obtenus n'étaient pas toujours visibles dans l'immédiat et, parfois, ils n'étaient pas ceux qui étaient prévus au départ. Ensuite, les nombreuses réunions organisées par le CSA ou par la CCTA sur suggestion du premier ont impliqué un nombre de spécialistes qui a largement dépassé le groupe réduit de membres et suppléants du CSA (initialement douze)<sup>16</sup>. De manière indirecte, un nombre très considérable d'individus – des chercheurs d'origine européenne issus des métropoles et des territoires africains, mais aussi des assistants et des auxiliaires africains – ont participé à des travaux de recherche d'envergure qui ont permis de cumuler une vaste somme de connaissances, diffusées ensuite dans le cadre de « conférences interafricaines<sup>17</sup> ».

<sup>10</sup> Les sources primaires ont été consultées dans l'Archive historique diplomatique (*Arquivo Histórico Diplomático*, AHD) et dans l'Archive historique de l'Institut de recherche scientifique tropicale, successeur de la JIU (*Arquivo Histórico do Instituto de Investigação Científica Tropical*, AHIICT-UL), Lisbonne, Portugal.

<sup>11</sup> Gruhn Isabel (1971), « The Commission for Technical Co-operation in Africa, 1950-65 », *The Journal of Modern African Studies*, 9(3), pp. 459-469.

<sup>12</sup> Gruhn I., « The Commission for Technical Co-operation in Africa », art. cité, p. 467.

<sup>13</sup> Kent John (1992), « The Creation and Development of the CCTA, 1950-1956 », in J. Kent, *The Internationalization of Colonialism: Britain, France, and Black Africa 1939-1956*, Oxford, Oxford University Press, pp. 263-286.

<sup>14</sup> Tilley Helen (2011), *Africa as a Living Laboratory: Empire, Development, and the Problem of Scientific Knowledge, 1870-1950*, Chicago/London, The University of Chicago Press, p. 74, 324 et 380.

<sup>15</sup> Matasci Damiano (2020), « Internationalising Colonial Knowledge. Edgar Barton Worthington and the Scientific Council for Africa, 1949-1956 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 48(5), p. 906.

<sup>16</sup> « Si l'on admet qu'une cinquantaine de personnes participent à chacune de ces conférences, on peut compter qu'en trois ans environ 750 chercheurs ont été mis en relations les uns avec les autres. » Vigier Daniel (1954), « La Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara », *Politique étrangère*, 3, p. 340 et 344.

<sup>17</sup> Schumaker Lyn (2001), *Africanizing Anthropology: Fieldwork, Networks, and the Making of Cultural Knowledge in Central Africa*,

Sur le plan historiographique, cette réévaluation du rôle historique de la CCTA a été partiellement effectuée grâce à des travaux qui ont étudié plusieurs aspects de la coopération interimpériale après 1945, notamment en matière de santé, de sciences sociales et d'éducation<sup>18</sup>. Ces recherches ont débouché sur une véritable histoire transnationale de la science, du colonialisme tardif et de la diplomatie, éclairant notamment les tensions et les négociations au sein des membres de la Commission, mais aussi avec les différentes agences de l'ONU et les États-Unis d'Amérique. Il manque, toutefois, des études plus exhaustives en termes d'évaluation de l'« effet cumulatif<sup>19</sup> » des activités scientifiques et techniques menées sous l'égide de la CCTA et du CSA, à la fois dans l'ensemble des territoires concernés et dans chacun *per se*.

Fruit d'une initiative des gouvernements français et britannique immédiatement après la guerre, intégrant par la suite les Belges et accueillant plus tard le Portugal, la Rhodésie du Sud et l'Union de l'Afrique du Sud, cette collaboration commença à prendre forme lors de conférences techniques réalisées en Afrique autour de problèmes communs à la région subsaharienne. En janvier 1948 se tint par exemple à Brazzaville une conférence interafricaine sur la maladie du sommeil, suivie en octobre par une conférence sur la peste bovine, à Nairobi, et le mois suivant par une conférence interafricaine des sols, à Goma. L'année suivante eurent lieu des conférences sur l'économie rurale et le travail (Jos) ainsi que sur la nutrition (Daschang). Ces premières rencontres ont conduit à la création de bureaux qui deviendront plus tard des organismes permanents de la CCTA : le Bureau permanent interafricain pour la tsé-tsé et la trypanosomiase (BPITT), le Bureau interafricain des épizooties (IBED) et le Bureau interafricain des sols et de l'économie rurale (BIS).

En suivant les suggestions du CSA, la CCTA a progressivement élargi son action à d'autres domaines en lien avec la gestion des territoires, populations et ressources africains. De nombreux sujets étaient communs avec l'agenda dicté par l'ONU et ses agences techniques<sup>20</sup>. Outre les thèmes déjà mentionnés, ont ainsi eu lieu des conférences sur l'éducation, la statistique, les forêts, la coopération médicale, le logement, l'urbanisation, l'hydrologie, le bien-être rural, les sciences sociales, la protection de la faune et de la flore, la prise en charge des délinquants, les coopératives, l'hydraulique agricole, la mécanisation agricole, le *Quelea*<sup>21</sup>, la conservation de produits emmagasinés, l'*Eichhornia crassipes*<sup>22</sup>, la mésologie (écologie), l'océanographie et la pêche maritime, la construction de routes, la recherche agronomique, les radio-isotopes<sup>23</sup> ainsi que la santé mentale. Plusieurs conférences eurent plus d'une édition. Dans certains cas, la CCTA/CSA organisa aussi des conférences en collaboration avec plusieurs organismes internationaux : dans le secteur de l'agriculture avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; dans le secteur médical avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ; dans le secteur de la santé animale et la nutrition avec la FAO et l'OMS ; dans le secteur de la protection de la nature, avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) ; sur la végétation et les sols avec l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Durham, Duke University Press, pp. 190-226 ; Kennedy Dane (2013), *The last Blank Spaces: Exploring Africa and Australia*, Cambridge, MA, Harvard University Press, pp. 163-194.

<sup>18</sup> Pearson-Patel Jessica (2015), « Promoting Health, Protecting Empire: Inter-colonial Medical Cooperation in Post War Africa », *Monde(s): histoire, espaces, relations*, 7(1), pp. 213-230 ; Havik Philip (2020), « Regional cooperation and health diplomacy in Africa: from intra-colonial exchanges to multilateral health institutions », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, 27(supl.), pp. 123-144 ; Wilhelm Lola (2020), « “One of the Most Urgent Problems to Solve”: Malnutrition, Trans-Imperial Nutrition Science, and Nestlé's Medical Pursuits in Late Colonial Africa », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 48(5), pp. 914-933 ; Havik Philip et Monteiro José Pedro (2021), « Portugal, the World Health Organisation and the Regional Office for Africa: From Founding Member to Outcast (1948–1966) », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 49(4), pp. 712-741. Ágoas Frederico et Castelo Cláudia (2019), « Ciências sociais, diplomacia e colonialismo tardio: a participação portuguesa na Comissão de Cooperação Técnica na África ao Sul do Saara (CCTA) », *Estudos Históricos*, 32(67), pp. 410-428 ; et Castelo Cláudia et Ágoas Frederico (2020), « Inter-African cooperation in the social sciences in the era of decolonization: A case of science diplomacy », *Centaurus*, pp. 1-17. Jerónimo Miguel Bandeira et Dores Hugo Gonçalves (2019), « Enlightened Developments? Inter-imperial Organizations and the Issue of Colonial Education in Africa (1945-1957) », in D. Matasci, M. B. Jerónimo, H. G. Dores (dir.), *Education and Development in Colonial and Postcolonial Africa*, Cham, Palgrave, pp. 237-262.

<sup>19</sup> Tilley H., *Africa as a Living Laboratory...*, *op. cit.*, p. 309.

<sup>20</sup> Sur les connexions impériales de la FAO et l'Unesco, voir Hodge Joseph M. (2007), *The triumph of the expert: Agrarian doctrines of development and the legacies of British colonialism*, Athens, Ohio University Press, pp. 256-257.

<sup>21</sup> Oiseaux généralement connus sous le nom de travailleurs à bec rouge, ils constituent l'un des principaux fléaux d'une grande partie de l'Afrique subsaharienne pour les petits grains de céréales, sauf le maïs, trop grand pour cette espèce.

<sup>22</sup> Communément connue sous le nom de jacinthe d'eau, c'est une plante native du bassin amazonien. En Afrique subsaharienne, c'est une espèce envahissante nuisible.

<sup>23</sup> Le radio-isotope ou isotope radioactif est un atome qui possède un excès d'énergie nucléaire, devenant ainsi instable. Cet excès d'énergie a de nombreuses applications, notamment en médecine et en agriculture.

Avec le temps, la structure institutionnelle de la CCTA s'est élargie et est devenue plus complexe. Elle comprenait un grand nombre d'organismes communs, basés dans les territoires africains et dans les capitales impériales, chacun traitant un aspect particulier de la coopération interterritoriale (figure 1). À ceux-ci s'ajoutèrent le Fonds de la recherche, créé en 1953 pour gérer les contributions financières publiques et privées, et la Fondation pour l'assistance mutuelle en Afrique au sud du Sahara, mise en place en 1958 pour faciliter l'échange de chercheurs et de techniciens entre les différents territoires ainsi que la réalisation de stages de formation et de visites d'étude.

**Figure 1. Structure institutionnelle de la CCTA**

Date	Bureaux et comités	Correspondants scientifiques interafricains	Réseaux de correspondants
1949	Bureau permanent interafricain pour la tsé-tsé et la trypanosomiase		
1950	Bureau interafricain des sols et de l'économie rurale Comité consultatif interafricain pour la conservation, l'utilisation des sols et l'économie rurale		
1951	Bureau interafricain des épizooties Comité consultatif interafricain pour les épizooties		
1952	Comités régionaux de conservation des sols		
1953	Comité interafricain de l'habitat Comités régionaux pour la géologie Institut interafricain du travail Comité consultatif interafricain du travail* Service pédologique interafricain	Climatologie Géologie	
1954	Centre interafricain d'information et de liaison sur le bien-être rural Comité interafricain de statistique*		Nutrition
1955	Comité interafricain pour les sciences humaines (jusqu'en 1959) Comité consultatif pour les cartes et les services topographiques (après 1957, Comité interafricain pour l'établissement des cartes et des relevés topographiques) Comité interafricain sur la mécanisation de l'agriculture		Enseignement
1956	Commission phytosanitaire interafricaine	Anthropologie Histoire* (en 1960 englobé au réseau de correspondants pour l'ethnohistoire) Protection des archives Tests psychotechniques	Informations économiques Utilisation des radio-isotopes
1957	Comité interafricain pour l'établissement des cartes et des relevés topographiques	Océanographie et pêche maritime	
1958			Hydrologie
1959	Comité interafricain pour la linguistique	Conservation de la nature	Construction des routes Santé mentale
1960			Ethnohistoire Géographie humaine

\* Les organismes de la CCTA accueillis par le Portugal. Source : publications du CSA.

Au total, la CCTA a organisé en Afrique des centaines de réunions, de grande envergure et de petit format, qui ont mis en contact des milliers de spécialistes des pays membres et permis de discuter une multitude de thèmes d'intérêt commun. Elles ont aussi formulé des milliers de recommandations aux gouvernements des pays membres, que ces derniers étaient censés suivre et, dans la mesure du possible, appliquer sur le terrain. Les informations étaient divulguées à travers un bulletin, *Science-Afrique*, et les publications des organismes permanents comme le BIS, l'IIT ou le CIE. Environ une centaine de publications bilingues (français et anglais) ont été produites, allant des procès-verbaux de conférences aux inventaires concernant les ressources scientifiques et à la valorisation des résultats des projets conjoints. Cet équilibre entre les deux langues des principales puissances coloniales en Afrique contrastait avec la tendance à l'hégémonie de l'anglais comme langue universelle dans le champ scientifique international. L'importance que la Commission attribuait à la circulation de l'information et du savoir, visible également dans la promotion de centres de documentation scientifique, explique aussi que dans les archives de tous les pays membres il est possible de trouver un répertoire scientifique partagé, en plus de la documentation commune produite par le secrétariat et les autres appareils bureaucratiques de la CCTA/CSA.

Signalons enfin que la CCTA s'est faite porteuse de vingt-quatre projets conjoints. Ceux-ci ont concerné la production de cartes thématiques (atlas climatologique, plan des vecteurs de maladies, carte des sols, carte du risque d'érosion des sols), l'étude des migrations en Afrique occidentale, l'inventaire des études économiques, l'étude de la productivité de la main-d'œuvre, la méthodologie pour réaliser des enquêtes sur les budgets familiaux, l'analyse des systèmes de comptabilité nationale, l'étude de la salinité de l'eau de mer, ou encore le relevé des plantes aquatiques. Des campagnes de vaccination contre la pleuropneumonie bovine et contre la mouche tsé-tsé dans le Sud-Est africain ont aussi été organisées. Certains de ces projets ont bénéficié de l'appui de fonds externes, comme les projets de reboisement et de lutte contre l'érosion des sols (de la part du Fonds européen pour le développement de la Communauté économique européenne) et la campagne de vaccination contre la peste bovine (de la part de l'Agence nord-américaine pour le développement international), ce qui témoigne de l'insertion de la coopération interafricaine dans des circuits scientifiques plus vastes<sup>24</sup>.

Ainsi, cet intense activisme ne permet pas de considérer que l'activité de la Commission ait été stérile du point de vue technique et scientifique<sup>25</sup>. En suivant la même voie que l'*African Survey*, qui a permis de collecter une énorme somme d'informations, elle a au contraire donné une nouvelle impulsion à la recherche fondamentale et appliquée dans d'innombrables champs de savoirs et dans tous les territoires d'Afrique subsaharienne. Comme nous le verrons dans la prochaine section, elle a aussi impacté la recherche scientifique sur le plan national, ainsi qu'en témoigne le cas du Portugal.

## La participation portugaise à la CCTA : un bilan mitigé ?

Du point de vue politique et diplomatique, les autorités coloniales portugaises espéraient que la CCTA pouvait œuvrer comme une barrière contre l'anticolonialisme international et contre les prétentions de l'ONU et de ses agences d'intervenir directement en Afrique. En effet, contrairement à la Belgique, à la France et au Royaume-Uni, le pays vivait sous un régime dictatorial sans liberté d'expression ni liberté d'association et il n'a intégré l'ONU qu'en 1955. Après cette date, il a maintenu un rapport très tendu avec cette organisation, en essayant par exemple de ne pas se soumettre à l'article 73 de la Charte, avec l'argument que le pays, étant plutôt une nation pluricontinentale et multiraciale, ne possédait pas officiellement de territoires non autonomes. La participation à la CCTA lui fournissait donc des arguments pour limiter ou obtenir un certain contrôle sur les actions des organisations internationales dans les territoires d'outre-mer.

Mais le Portugal a aussi assumé une attitude proactive, en articulant une opposition intransigeante quant à la possibilité de pénétration de l'ONU en Afrique subsaharienne à la proposition de renforcement de la bureaucratie de la CCTA à travers la création de nouveaux organismes « interafricains ». Pour cette raison, il impulsa la mise en place d'un bureau de santé (comme extension du BPITT), d'un bureau de statistique, d'un institut de sciences sociales et d'un bureau d'éducation. Malgré sa disponibilité pour participer davantage au budget de la Commission, malgré aussi l'intense lobby auprès des partenaires de la CCTA et

<sup>24</sup> MacVety Amanda Kay (2018), *The Rinderpest Campaigns: a Virus, its Vaccines, and Global Development*, New York, Cambridge University Press, pp. 213-214.

<sup>25</sup> La CCTA et le CSA ont organisé entre 40 et 50 réunions par année. Library of Congress (1962), *International Scientific Organizations: A Guide to Their Library, Documentation, and Information Services*, Washington, p. 47.

la sympathie que les Belges et les Français démontrèrent pour ses propositions, le Portugal a cependant vu ces mêmes propositions successivement rejetées, en raison notamment de l'opposition britannique, dont les délégations finissaient souvent par convaincre les représentants des autres pays<sup>26</sup>.

Les attentes politiques et diplomatiques que le gouvernement portugais a placées dans la CCTA ne se sont donc pas concrétisées, à cause surtout de la diversité des intérêts et des sensibilités par rapport à la politique coloniale interne à la Commission et des spécificités des relations externes de chaque gouvernement membre. De plus, le remplacement, à la tête du secrétariat commun de la CCTA/CSA, de Paul-Marc Henry par Claude Cheysson, diplomate français politiquement progressiste et favorable à la décolonisation, ainsi que l'adhésion du Ghana en 1957, ont marqué le début du processus d'africanisation de la CCTA. Cette africanisation se poursuivit au cours des années suivantes, avec l'entrée de nouveaux membres, comme le Liberia, la Guinée et le Cameroun<sup>27</sup>. La sortie de la CCTA de la sphère coloniale devint irréversible en 1960, quand dix-sept nouveaux pays africains ont obtenu leur indépendance et que ses membres sont passés à vingt-quatre. Dans ce nouveau contexte, l'équilibre de forces au sein de la Commission était clairement défavorable à la position portugaise de « préservation » des colonies.

Mais la participation portugaise dans la CCTA fut aussi déterminée par la prise en compte de deux autres aspects importants : l'« occupation scientifique » comme une « obligation » et « un objectif politique de premier ordre à atteindre par l'État<sup>28</sup> », ainsi que la « connaissance en mouvement » comme un « actif national<sup>29</sup> ». Cette double injonction a structuré le travail de la JIC/JIU, l'organe central chargé d'organiser et de coordonner la recherche scientifique sur et dans les colonies portugaises, qui dépendait directement du ministre des Colonies/de l'Outre-mer et à qui incombait d'assurer la relation avec des organismes étrangers et de superviser la participation du pays à la coopération internationale. La JIC/JIU a été dirigée entre 1946 et 1958 par António Augusto Mendes Correia, un médecin et professeur universitaire travaillant surtout dans le domaine de l'anthropologie physique et qui deviendra, après 1946, le directeur de l'École supérieure coloniale de Lisbonne. Il a été l'un des rares membres portugais du CSA et a placé la collaboration internationale dans le cadre de la CCTA parmi ses priorités<sup>30</sup>. Les scientifiques de la JIC/JIU ont ainsi activement participé aux sessions annuelles de la CCTA, aux différents réseaux de correspondants ainsi qu'aux conférences « interafricaines ». Suite à ces conférences, par ailleurs, le comité interministériel portugais en charge des relations avec la CCTA, composé de représentants du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Outremer et auquel Mendes Correia appartenait, analysait systématiquement les recommandations du point de vue de « l'intérêt national ». La JIU envoyait aussi aux organismes scientifiques qui dépendaient d'elle les recommandations les moins problématiques du point de vue politique. Ces organismes devaient à leur tour l'informer des démarches effectuées pour satisfaire ces mêmes recommandations.

Compte tenu des faiblesses de son système scientifique, le Portugal n'a pas réussi à avoir un poids significatif au sein du CSA, ni même au sein des structures créées sous l'égide de la CCTA. Hormis Mendes Correia, les seuls autres membres portugais à siéger dans le CSA ont été Francisco Cambournac (professeur à l'Institut de médecine tropicale, spécialiste en maladies tropicales et directeur de l'Institut de malarologie d'Águas de Moura), Fernando Mouta (chercheur rattaché à la JIU et ingénieur des services de géologie et mines du Mozambique) et João Fraga de Azevedo (professeur et directeur de l'Institut de médecine tropicale). Le nombre d'organismes de la CCTA qui avaient leur siège au Portugal a été aussi très réduit (voir figure 1), de même que le nombre de sessions générales accueillies à Lisbonne. Des efforts pour accueillir et organiser quelques réunions et conférences dans ses territoires africains ont été néanmoins entrepris. Ainsi, entre 1953 et 1961, environ une douzaine de rencontres se sont tenues au Mozambique et en Angola, sur des sujets allant du « bien-être rural » à la coopération médicale, en passant par l'éducation, le travail, les statistiques, l'océanographie et les trypanosomiasés animales.

<sup>26</sup> Castelo C. et Ágoas F., « Inter-African cooperation in the social sciences », art. cité.

<sup>27</sup> Gruhn I., « The Commission for Technical Co-operation in Africa », art. cité, p. 461.

<sup>28</sup> Marcelo Caetano in Ribeiro Orlando (1950), *Problemas da investigação científica colonial*, Lisbonne, JIC, p. 17.

<sup>29</sup> Krige John (dir.) (2019), *Knowledge in the Move: Writing the Transnational History of Science and Technology*, Chicago/Londres, The University of Chicago Press, p. 4.

<sup>30</sup> Costa João Carrington da (1958), « A investigação científica e o ultramar português », *Boletim da Sociedade de Geografia de Lisboa*, 76(4-6), pp. 121-140.

## Les impacts sur le système scientifique au Portugal et en Afrique

La création de la JIC en 1936 s'est inscrite dans le mouvement d'« occupation scientifique » coloniale de la période entre-deux-guerres et s'est alignée aux impératifs de développement colonial énoncés par la Société des Nations. Lors de la première séance de la JIC, ses membres ont en effet rappelé la nécessité de faire converger l'occupation politique et territoriale des colonies portugaises avec leur mise en valeur économique et sociale. Ils ont aussi constaté que le premier rapport de l'*African Survey*, qui était alors en cours, ne faisait aucune référence à des travaux scientifiques réalisés par le Portugal en Afrique. Pour contrer ce qui était présenté comme une « honte nationale », ils ont ainsi préconisé la création de missions botaniques, zoologiques et anthropologiques, qui devaient se greffer sur les missions cartographiques déjà existantes<sup>31</sup>.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, la recherche scientifique portugaise consacrée aux colonies a connu une expansion sans précédent en termes de couverture géographique, d'élargissement des domaines disciplinaires, de création d'organismes, de professionnalisation du personnel et de moyens financiers<sup>32</sup>. Même les secteurs qui témoignaient déjà d'un certain dynamisme et d'une ouverture internationale dans la période de l'entre-deux-guerres – en termes de contacts et d'échanges avec des scientifiques et des institutions étrangères – ont connu une expansion significative jusqu'au début des années 1960. Bien que la restructuration de la JIC en 1945 ait ouvert le chemin vers cette transformation, cette évolution est le résultat de la combinaison de trois facteurs : en premier lieu, les exigences de l'État impérial, qui misait sur la « modernisation du colonialisme<sup>33</sup> » ; en deuxième lieu, l'engagement du pays dans la coopération scientifique et technique intergouvernementale en Afrique subsaharienne ; et en troisième lieu, l'agentivité des scientifiques portugais qui ont articulé la rhétorique de la défense de l'empire avec le discours sur une prétendue valeur internationale de la science. Il s'agit maintenant d'analyser de quelle façon la participation du Portugal à la CCTA s'est répercutée sur le système scientifique portugais. Plus particulièrement, il est question d'en évaluer les effets sur les communautés scientifiques et les champs disciplinaires ainsi que sur les programmes de recherche mis en place par les nouveaux organismes de recherche.

### Création de nouveaux organismes en métropole

Afin de respecter les recommandations émises par le CSA et la CCTA, qui parfois correspondaient aux revendications provenant de l'intérieur du champ scientifique portugais lui-même, la JIU créa tout d'abord de nouveaux organismes scientifiques et favorisa la formation de spécialistes de l'« outremer » dans plusieurs champs de savoirs (figure 2). Étant donné, d'une part, l'inexistence d'un enseignement supérieur et la pénurie de personnel qualifié dans les colonies portugaises et, d'autre part, la gestion centralisatrice de l'empire portugais, ces organismes avaient leur siège dans la capitale de l'empire. Ils étaient placés sous l'autorité de la JIU et étaient fréquemment dirigés par des professeurs universitaires, ces derniers ayant souvent exercé une action de lobbying en faveur de leur création. Ces nouvelles institutions devaient se consacrer surtout au travail de terrain dans les territoires africains, via la mise en place de missions de recherche limitées dans le temps, la partie en laboratoire étant plutôt exécutée dans la métropole. Cette activité devait garantir la production de connaissances qui seraient ensuite diffusées et partagées lors des conférences « interafricaines » mentionnées plus haut.

<sup>31</sup> AHIICT-UL, Minutes de la JIC, 28.2.1936, fl. 1-2.

<sup>32</sup> Castelo Cláudia (2012), « Investigação científica e política colonial portuguesa: evolução e articulações, 1936-1974 », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, 19(2), pp. 391-408.

<sup>33</sup> Cooper Frederick (2010), « La modernisation du colonialisme et les limites de l'empire », *Labyrinthe*, 35(2), pp. 69-86.

**Figure 2. Nouveaux organismes créés en métropole pour faire appliquer les recommandations des conférences « interafricaines » de la CCTA/CSA**

Date	Sciences exactes	Sciences naturelles	Sciences humaines
1952		Comité d'étude sur la défense phytosanitaire des produits agricoles et forestiers d'origine d'outre-mer (après 1954, Mission d'études de défense phytosanitaire des produits d'outre-mer)	
1953		Mission de pédologie de l'Angola Mission de biologie maritime	
1955			Centre d'études historiques d'outre-mer
1956	Laboratoire d'études des radio-isotopes	Groupement scientifique de pharmacognosie pour l'étude des plantes médicinales de l'outre-mer	Centre d'études politiques et sociales
1957	Laboratoire de techniques physico-chimiques appliquées à la minéralogie et à la pétrologie		Mission d'études du bien-être rural et de l'attraction des grandes villes Commission d'étude de l'absentéisme et de l'instabilité du travail Groupement scientifique pour la préparation de géographes pour l'outre-mer portugais
1958	Laboratoire d'études pétrologiques et paléontologiques d'outre-mer	Brigades d'études agronomiques pour l'outre-mer de Cap-Vert, Guinée et São Tomé	Mission d'étude de l'habitat native de Guinée
1959		Centre de biologie halieutique	
1960		Centre d'études de pédologie tropicale	Mission pour l'étude du revenu national de l'outre-mer Mission de géographie physique et humaine de l'outre-mer ; Mission d'études économiques pour l'outre-mer

Source : Informations tirées depuis JIU (1951-1960), Anais et dossiers de la Commission exécutive de la JIU (AHICT-UL).

Les sciences naturelles et les sciences humaines ont particulièrement bénéficié de l'élan stimulé par la coopération en Afrique subsaharienne. Dans le premier secteur se distinguent les sciences agricoles, notamment la cartographie (climats, sols, végétation), les études relatives à la dégradation, l'utilisation et la conservation des sols ainsi que la protection phytosanitaire<sup>34</sup>. La recherche consacrée à l'agriculture en général, et aux études pédologiques en particulier, a aussi bénéficié de fonds issus des plans pour le développement de l'outre-mer. En Angola, les études dans le domaine des sols ont commencé en 1946, avec un financement de l'Office d'exportation des céréales des colonies, dirigé par le professeur de l'Institut supérieur d'agronomie de Lisbonne, Joaquim Vieira Botelho da Costa, secondé par son assistant Ário Azevedo. L'objectif était de mener une reconnaissance préliminaire du plateau angolais, où le problème de l'érosion se posait de manière aiguë, afin de déterminer les aires les plus propices à la culture des céréales. En 1951, grâce à une subvention de la JIU, Botelho da Costa dirigea une brigade d'études pédologiques visant à la reconnaissance des sols dans le bassin de la rivière Cunene, en vue d'installer une colonie agricole destinée à des paysans issus de la métropole. Cependant, l'institutionnalisation de l'étude des sols en Angola au sein de la JIU ne se fera que plus tard, en 1953, avec la création de la Mission de pédologie de l'Angola. Celle-ci était chargée de préparer la carte générale des sols de l'Angola, partie prenante de la carte des sols d'Afrique, un projet conjoint de la CCTA mené par le directeur du Service pédologique interafricain, Jules D'Hoore<sup>35</sup>.

<sup>34</sup> AHICT-UL, Dossier 532-I, doc. 36, Réponse au questionnaire sur l'organisation de la recherche agronomique en Afrique, en accord avec la recommandation n° 33 de la 9<sup>e</sup> Réunion du CCTA/CSA, Lisbonne, 27.5.1959, pp. 1-2.

<sup>35</sup> J. V. Botelho da Costa était l'un des trois auteurs de la légende générale de la carte, avec G. Aubert et H. Greene.

Parallèlement, les sciences humaines ont aussi gagné une large place au sein de la JIU. Adriano Moreira, professeur de science politique de l'Institut supérieur d'études de l'outre-mer (Instituto Superior de Estudos Ultramarinos – ISEU), successeur de l'École supérieure coloniale, et membre du Comité interministériel portugais de la CCTA, a par exemple joué un rôle déterminant dans la création du Centre d'études politiques et sociales, en 1956, à Lisbonne. Ce centre et ses programmes de recherche centrés sur les études urbaines, la productivité du travail et les migrations interterritoriales s'inscrivaient dans la lignée des recommandations émises par la conférence de spécialistes convoquée par le CSA en 1953 et par la conférence de sciences humaines de Bukavu en 1955, où Moreira avait dirigé les travaux de la section consacrée à l'administration publique. De même, le professeur de géographie de l'université de Lisbonne et membre de la JIU, Orlando Ribeiro, a invoqué les recommandations de la conférence de Bukavu concernant l'élaboration de cartes sur la densité de la population, pour appeler à la création d'un groupe de géographes en charge des questions d'outre-mer, qui déboucha plus tard sur la mise en place d'une Mission d'études de géographie physique et humaine de l'outre-mer portugais. Ribeiro sera ensuite nommé correspondant portugais pour la géographie humaine au sein de la CCTA ainsi que membre suppléant du CSA. Enfin, le dynamisme enclenché par la coopération interafricaine a aussi appuyé la réforme de l'enseignement supérieur en vue d'améliorer la formation de cadres administratifs coloniaux dans le cadre de l'ISEU, ou encore la réorganisation du Centre d'études de langues africaines et orientales de Lisbonne<sup>36</sup>.

Toutefois, même après la création de ces nouveaux organismes, plusieurs chercheurs portugais ont reconnu qu'ils n'avaient pas encore produit de travaux de qualité pouvant être présentés lors des initiatives organisées par la CCTA/CSA. En dépit de ces limites, la participation aux conférences « interafricaines » a néanmoins été toujours présentée comme une opportunité précieuse pour connaître ce qui était en train d'être fait dans les territoires voisins. Ces rencontres pouvaient même servir de source d'inspiration, comme le remarque le chef de la Mission de biologie maritime et correspondant portugais pour l'océanographie au sein de la CCTA, Pedro Guerreiro da Franca :

Outre les motifs politiques d'ordre général, qu'il ne m'appartient pas d'aborder, je souhaite attirer votre attention sur le fait que la délégation portugaise au colloque [régional de biologie et de pêches maritimes en Afrique orientale] est obligée de se maintenir comme observatrice ou bien de donner des réponses d'ordre négatif. Pour presque tous les points de l'agenda, il faudra répondre : nous ne savons pas, nous n'avons pas fait, nous ne sommes pas en train de faire, etc. La tâche de la délégation sera ingrate, mais elle pourra être adoucie si des contacts entre spécialistes sont établis, ces derniers pouvant ainsi apprendre ce qui se fait dans les autres territoires et proposer ultérieurement les mesures jugées les plus adéquates<sup>37</sup>.

Les recommandations des conférences interafricaines ont également eu un impact sur l'agenda de recherche des organismes métropolitains déjà existants, comme les centres et les missions de cartographie, d'anthropologie physique, de botanique et de zoologie. Par exemple, sous la direction du zoologiste et professeur de l'université de Lisbonne Fernando Frade, un scientifique très actif au sein de la coopération « interafricaine », le Centre de zoologie et la Mission zoologique du Mozambique ont entamé des recherches proposées par le CSA et la CCTA sur le *quelea*, un animal nuisible à l'agriculture, sur l'hydrobiologie du lac Niassa, ainsi que sur la prospection des réserves naturelles dans les différents territoires<sup>38</sup>.

### **Création d'instituts scientifiques en Afrique et autres impacts locaux**

Suite à la participation de Mendes Correia à la Conférence scientifique africaine de 1949, la JIC avait proposé au gouvernement portugais la création, en Angola et au Mozambique, d'instituts polyvalents de recherche scientifique, similaires à ceux qui existaient déjà sur les territoires africains des autres puissances coloniales. Selon Mendes Correia, ces instituts « auraient naturellement un grand rôle à jouer, non seulement dans l'établissement de l'indispensable collaboration entre éléments métropolitains et d'outre-mer, mais aussi plus spécialement dans la sauvegarde des droits portugais<sup>39</sup> ». Des contraintes bureaucratiques et budgétaires ont

<sup>36</sup> Ágoas F. et Castelo C., « Ciências sociais, diplomacia e colonialismo tardio », art. cité.

<sup>37</sup> AHIICT-UL, Dossier 532E, Lettre du chef de la mission de biologie marine, Pedro Guerreiro da Franca, pour le président de la commission exécutive de la JIU, sur le colloque régional de biologie marine et de pêches maritimes sur les côtes orientales d'Afrique, à effectuer à Cape Town sous l'égide de la CCTA/CSA, 22.1.1959.

<sup>38</sup> Frade Fernando (1958), « 2º Simpósio do Conselho Científico Africano sobre as Aves "Quelea" (Pardais de bico vermelho) », *Garcia de Orta*, 6(3), pp. 535-542. JIU (1959), « Relatórios das actividades dos organismos dependentes da Junta de Investigações do Ultramar », *Anais*, 14, pp. 84-85, 293.

<sup>39</sup> AHIICT-UL, Dossier 532L, vol. 1, doc. 2, fl. 6, Copie de la lettre du président de la JIC, A. A. Mendes Correia, pour le directeur général de l'administration politique et civile du ministère des Colonies, 28.2.1950.

toutefois provoqué le report de ce projet, et ce n’est qu’en mars 1955 que le décret créant les instituts de recherche scientifique d’Angola et de Mozambique fut finalement publié<sup>40</sup>.

L’histoire des instituts de recherche scientifique en Angola et au Mozambique (*Instituto de Investigação Científica de Angola* – IICA et *Instituto de Investigação Científica de Moçambique* – IICM), basés à Luanda et Lourenço Marques (maintenant Maputo), n’a pas encore été écrite, mais on sait qu’ils ont dû faire face à d’énormes défis lors de la phase initiale d’organisation et de mise en place. Il a fallu procéder à la planification des activités et créer *ex nihilo* des infrastructures matérielles. Au cours des premières années, ces instituts étaient donc des structures embryonnaires et de nombreuses sections ou départements ne comptaient qu’un seul chercheur. Or, le processus d’expansion de la recherche scientifique n’était possible qu’avec des cadres qualifiés et stables. Puisqu’il n’y avait pas d’enseignement supérieur dans les colonies portugaises (il ne sera créé qu’en 1961), les instituts devaient donc essayer d’attirer des spécialistes formés depuis la métropole ou l’étranger. Ce fut par exemple le cas du père José de Sousa Bettencourt, docteur en sociologie de la Fordham University, une université jésuite de New York, qui fut recruté par le secteur de sociologie de l’IICA. Par ailleurs, il était aussi nécessaire d’améliorer l’offre de formation locale. Ces deux tâches ont été longues et difficiles. Toute circonstance imprévue pouvait venir compliquer les plans d’activités. Par exemple, la création d’une section d’études consacrée aux problèmes de la nutrition au sein de l’IICA a été compromise parce que José Mendes Ferrão, l’ingénieur agronome engagé pour la mettre sur pied, aménager les laboratoires et préparer le personnel, tomba malade et dû retourner à Lisbonne en toute urgence cinq mois avant la fin prévue de sa mission<sup>41</sup>.

Il n’empêche que, dans les colonies portugaises, la coopération interafricaine a particulièrement impacté les activités techniques et scientifiques dans le domaine agricole, notamment en ce qui concerne le travail de récolte de données accompli dans le cadre du recensement mondial de l’agriculture de la FAO de 1960<sup>42</sup>. Suite à des problèmes bureaucratiques et financiers, le premier recensement de ce genre n’a été lancé qu’en 1953, en Guinée. Sur proposition des autorités locales, Amílcar Cabral, ingénieur agronome et futur leader du mouvement de libération de la Guinée et du Cap-Vert, fut chargé d’étudier, planifier et diriger les travaux sur le terrain, parcourant le territoire « en tous sens ». Dans un rapport préliminaire, il expliqua que « la conclusion du recensement agricole doit dépasser la simple satisfaction d’un engagement contracté dans le cadre international. Il représente l’acquisition d’une série de savoirs qui peuvent et doivent servir de base à la structuration de la croissance et du progrès agricole en Guinée<sup>43</sup> ». Dans les autres colonies, ce recensement ne débuta qu’après des travaux conjoints de la CCTA/CSA ayant pour but d’adapter le programme du recensement agricole mondial aux pays tropicaux africains<sup>44</sup>. Dans les deux plus grandes colonies portugaises, des structures locales dépendantes des gouvernements généraux furent créées, débutant leurs travaux sur le terrain en 1961-1962<sup>45</sup>. Comme l’avait recommandé Cabral, l’objectif de ces missions était de poser les bases pour une planification du développement agricole local. Dans le cas de la Mission d’enquêtes agricoles d’Angola, on sait que plusieurs chercheurs africains ont été recrutés et formés. Ceux-ci ont alors réalisé l’étude la plus englobante et de proximité avec les populations rurales angolaises jamais réalisée jusqu’à alors<sup>46</sup>.

Une autre conséquence au niveau local de la participation du Portugal à la coopération scientifique en Afrique subsaharienne fut la promulgation d’une législation sur la protection de la nature. En vue de la 1<sup>re</sup> Conférence interafricaine sur la Protection de la Faune et la Flore, qui eut lieu à Bukavu en septembre 1953, le ministre de l’outre-mer nomma une commission chargée d’étudier les moyens les plus efficaces pour mettre en place des mesures de protection dans les territoires portugais d’Afrique subsaharienne. Parmi les membres figuraient les directeurs des centres de zoologie et de botanique de la JIU, Fernando Frade et Ascensão Mendonça, les responsables des services vétérinaires d’Angola, dont Abel Pratas, ainsi que

<sup>40</sup> Décret n° 40078, *Diário do Governo*, I série, n° 50, 7.3.1955, pp. 174-176.

<sup>41</sup> AHIICT-UL, Dossier 572, Lettre du directeur de l’IICA pour le président de la commission exécutive de la JIU, 19.3.1960.

<sup>42</sup> Le Portugal a assumé cet engagement lors de la réunion de la FAO, qui se tient à Londres du 15 au 19 décembre 1947 pour discuter du programme du recensement dans des zones coloniales et sous-développées. FAO (1948), *Program for the 1950 Census of Agriculture*, Washington, FAO, p. 2.

<sup>43</sup> Cabral Amílcar (1954), « Recenseamento Agrícola da Guiné. Estimativa em 1953 », *Boletim Geral do Ultramar*, 10(43), p. 8.

<sup>44</sup> AHIICT, Dossier 532-E, vol. 1, CCTA/CSA Londres (56)190, Préparation du recensement agricole mondial, Préparation de la réunion africaine, 6 novembre 1956.

<sup>45</sup> Décret n° 42562, de 6 de Outubro de 1959, *Diário do Governo*, I Série, n° 229, p. 1232.

<sup>46</sup> Silva Elisete Marques da (2003), « Impactos da ocupação colonial nas sociedades rurais do sul de Angola », *Occasional Papers Series*, 8, Centro de Estudos Africanos.

l'ingénieur agronome Alberto Ferreira da Silva, délégué du ministère de l'outre-mer<sup>47</sup>. Au début de l'année 1955, un décret visant l'application des recommandations de la conférence de Bukavu fut promulgué<sup>48</sup>. Conformément à la recommandation relative à la création de comités locaux de conservation de la nature – qui devaient intégrer le réseau « interafricain » supervisé par le correspondant scientifique pour la conservation de la nature, Théodore Monod –, le décret prévoyait la création en Angola et Mozambique de conseils de protection de la nature, sous la présidence des gouverneurs généraux respectifs. Au Cap-Vert, en Guinée et à São Tomé, ceux-ci seraient directement supervisés par les services d'agriculture et forêt. À plusieurs occasions, la JIU a cherché à vérifier l'application effective de cette législation et de rendre compte à la CCTA du chemin parcouru. Toutefois, à la veille d'un symposium organisé à Arusha (Tanganyika) en 1961 par la CCTA/CSA et l'IUCN, avec la collaboration de la FAO et de l'Unesco, Fernando Frade remarqua que les études de reconnaissance biologique des réserves et des parcs n'avaient toujours pas été accomplies, et qu'il manquait des termes de comparaison pour apprécier les mesures mises en œuvre<sup>49</sup>. Ainsi, si la collaboration interimpériale a bel et bien contribué à ce que le Portugal légifère sur la protection de la nature en outre-mer, le poids de l'inertie et des intérêts particuliers a retardé son application sur le terrain. Ce n'est qu'à la fin des années 1960 que les gouvernements de l'Angola et du Mozambique ont fini par engager des experts sud-africains en écologie. Ce sont eux qui ont finalement mis en place de véritables politiques de conservation de la nature, débouchant notamment sur la création des premiers parcs nationaux<sup>50</sup>.

\*\*\*

**A**u cours des années 1950, les savoirs produits et mis en circulation par la CCTA ont été mobilisés en tant qu'« actif national » afin de valoriser les ressources naturelles des territoires africains, assurer la planification de la modernisation coloniale et préserver la souveraineté des puissances impériales européennes. La sortie de la Commission de l'orbite coloniale et son intégration à l'OUA en 1965 montrent que le projet politique des pays fondateurs a eu une vie courte. Cependant, du point de vue de l'histoire des sciences, la CCTA ne doit pas être analysée comme une expérience d'échec *tout court*. Le cas portugais nous invite en effet à une lecture différente et plus complexe de cette histoire.

Le champ scientifique portugais a su mettre à profit la coopération interimpériale pour se développer et s'internationaliser, mais aussi pour gagner du pouvoir de négociation face aux autorités politiques et obtenir des décisions favorables à ses propres intérêts. La participation portugaise à la CCTA a été déterminante pour la construction d'une infrastructure scientifique au Portugal, en Angola et au Mozambique, notamment à travers la constitution et la consolidation de communautés scientifiques dans plusieurs disciplines encore peu développées en métropole. L'orientation de la recherche a aussi été fortement influencée par l'agenda de la CCTA. Même après l'éloignement forcé du Portugal de la Commission en 1962, le système scientifique portugais a continué à bénéficier des initiatives mises en place par cette organisation et à profiter de la coopération internationale, surtout dans le cadre de la FAO et de l'OMS.

Dans les deux colonies à peuplement blanc, toutefois, la capacité scientifique créée grâce à l'élan de la coopération interimpériale n'a pas été stable et durable. La formation de spécialistes africains a été tardive et très limitée. Au moment des indépendances, l'écrasante majorité des scientifiques et des techniciens qui travaillaient en Angola et au Mozambique est retournée au Portugal, où se trouvait, d'ailleurs, une grande partie des structures scientifiques relatives à l'Afrique portugaise (expertise, collections, documentation scientifique, etc.). Néanmoins, à partir de l'ancienne métropole, certains d'entre eux alimenteront par la suite les politiques d'aide au développement de nature bilatérale et multilatérale.

Cláudia Castelo  
Institut de sciences sociales, Université de Lisbonne (Portugal)

<sup>47</sup> Anonyme (1953), « Protecção da natureza nos territórios do Ultramar – Projecto de estatuto apresentado à reunião de Bukavu (Congo Belga) », *Garcia de Orta*, 1(2), pp. 285-328.

<sup>48</sup> Décret n° 40040, *Diário do Governo*, I Série, n° 16, 20.1.1955, p. 47.

<sup>49</sup> AHIICT, Dossier 532-L, doc. 221, Lettre de Fernando Frade Viegas da Costa, directeur du Centre de zoologie de la JIU pour le président de la commission exécutif de la JIU, 15.1.1962.

<sup>50</sup> Huntley Brian J. (2017), *Wildlife at war in Angola: the rise and fall of an African Eden*, Pretoria, Protea Book House.

## Bibliographie

- ÁGOAS Frederico et CASTELO Cláudia (2019), « Ciências sociais, diplomacia e colonialismo tardio: a participação portuguesa na Comissão de Cooperação Técnica na África ao Sul do Saara (CCTA) », *Estudos Históricos*, 32(67), pp. 410-428.
- BARTH Volker et CVETKOVSKI Roland (2015), « Introduction. Encounters of Empires: Methodological Approaches », in V. BARTH et R. CVETKOVSKI (dir.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930: Empires and Encounters*, Londres, Bloomsbury Academic, pp. 3-34.
- CASTELO Cláudia (2012), « Investigação científica e política colonial portuguesa: evolução e articulações, 1936-1974 », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, 19(2), pp. 391-408.
- CASTELO Cláudia et ÁGOAS Frederico (2020), « Inter-African cooperation in the social sciences in the era of decolonization: A case of science diplomacy », *Centaurus*, pp. 1-17.
- CLARKE Sabine (2007), « A Technocratic Imperial State? The Colonial Office and Scientific Research, 1940-1960 », *Twentieth Century British History*, 18(4), pp. 453-480.
- COGHE Samuël (2015), « Inter-Imperial Learning and African Health Care in Portuguese Angola in the Interwar Period », *Social History of Medicine*, 28(1), pp. 134-154.
- COOPER Frederick (1997), « Modernizing bureaucrats, backward Africans, and the development concept », in F. COOPER et R. PACKARD (dir.), *International Development and the Social Sciences*, Berkeley, University of California Press, pp. 64-92.
- COOPER Frederick (2010), « La modernisation du colonialisme et les limites de l'empire », *Labyrinthe*, 35(2), pp. 69-86.
- COOPER Frederick et PACKARD Randall (1997), « Introduction », in F. COOPER et R. PACKARD (dir.), *International Development and the Social Sciences*, Berkeley, University of California Press, pp. 1-41.
- COSTA J. Carrington da (1958), « A investigação científica e o ultramar português », *Boletim da Sociedade de Geografia de Lisboa*, 76(4-6), pp. 121-140.
- GRUHN Isebill (1971), « The Commission for Technical Co-operation in Africa, 1950-1965 », *The Journal of Modern African Studies*, 9(3), pp. 459-469.
- HAVIK Philip J. (2020), « Regional cooperation and health diplomacy in Africa: from intra-colonial exchanges to multilateral health institutions », *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, 27(supl.), pp. 123-144.
- HAVIK Philip J. et MONTEIRO José Pedro (2021), « Portugal, the World Health Organisation and the Regional Office for Africa: From Founding Member to Outcast (1948-1966) », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 49(4), pp. 712-741.
- HODGE Joseph M. (2007), *The Triumph of the Experts: Agrarian doctrines of development and the legacies of British colonialism*, Athens, Ohio University Press.
- HODGE Joseph M., HÖDL Gerald, KOPF Martina (2014), *Developing Africa: Concepts and Practices in Twentieth-Century Colonialism*, Manchester, Manchester University Press.
- JERÓNIMO Miguel Bandeira et DORES Hugo Gonçalves (2020), « Enlightened Developments? Inter-imperial Organizations and the Issue of Colonial Education in Africa (1945-1957) », in D. MATASCI, M. B. JERÓNIMO et H. G. DORES (dir.), *Education and Development in Colonial and Postcolonial Africa*, Springer International Publishing, pp. 237-262.
- JERÓNIMO Miguel Bandeira et MONTEIRO José Pedro (dir.) (2017), *Internationalism, Imperialism and the Formation of the Contemporary World*, Londres, Palgrave Macmillan.
- JUNTA DE INVESTIGAÇÕES DO ULTRAMAR (1959), « Relatórios das actividades dos organismos dependentes da Junta de Investigações do Ultramar », *Anais*, 14.
- KRIGE John (dir.) (2019), *How Knowledge Moves: Writing the Transnational History of Science and Technology*, Chicago/Londres, The University of Chicago Press.

- LINDNER Ulrike (2015), « New Forms of Knowledge Exchange Between Imperial Powers: The Development of the Institut Colonial International (ICI) Since the End of the Nineteenth Century », in V. BARTH et R. CVETKOVSKI (dir.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930: Empires and Encounters*, Londres, Bloomsbury Academic, pp. 57-78.
- MACKENZIE John M. (2015), « European Imperialism: A Zone of Co-operation Rather than Competition? », in V. BARTH et R. CVETKOVSKI (dir.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930: Empires and Encounters*, Londres, Bloomsbury Academic, pp. 35-54.
- MACVETY Amanda Kay (2018), *The Rinderpest Campaigns: a Virus, its Vaccines, and Global Development*, New York, Cambridge University Press.
- MATASCI Damiano (2020), « Internationalising Colonial Knowledge. Edgar Barton Worthington and the Scientific Council for Africa, 1949–1956 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 48(5), pp. 892-913.
- RIBEIRO Orlando (1950), *Problemas da investigação científica colonial*, Lisbonne, Junta de Investigações Coloniais.
- TILLEY Helen (2011), *Africa as a Living Laboratory: Empire, Development, and the Problem of Scientific Knowledge, 1870-1950*, Chicago/Londres, The University of Chicago Press.
- UNGER Corinna R. (2018), *International Development: A Postwar History*, Londres, Bloomsbury Academic.
- WAGNER Florian (2015), « Private Colonialism and International Co-operation in Europe, 1870-1914 », in V. BARTH et R. CVETKOVSKI (dir.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930: Empires and Encounters*, Londres, Bloomsbury Academic, pp. 79-104.
- WILHELM Lola (2020), « “One of the Most Urgent Problems to Solve”: Malnutrition, Trans-Imperial Nutrition Science, and Nestlé’s Medical Pursuits in Late Colonial Africa », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 48(5), pp. 914-933.